

SECRETARIAT A LA CONDITION FEMININE

ETUDE DES CREDITS

1995-1996

Secrétariat à la condition féminine

**Cahier explicatif des crédits
1995-1996**

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE
CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 1995-1996
TABLE DES MATIÈRES

	Page
<u>Secrétariat à la condition féminine</u>	
La mission.....	1
Les enjeux.....	1
Les orientations stratégiques.....	1
Les produits et services.....	1
Les effectifs	2
Tableau comparatif des crédits 1995-1996 des dépenses probables 1994-1995 par supercatégorie de dépenses et crédits comparatifs 1994-1995	2
Explications des variations budgétaires.....	3

Élément 02 - Secrétariat à la condition féminine

La mission

Le Secrétariat a comme mission d'assurer le développement, la coordination et la cohérence des actions gouvernementales en matière de condition féminine et d'appuyer la Ministre dans ses interventions en lui assurant le support administratif et technique nécessaire à la réalisation de son mandat. Il réalise l'ensemble de ses activités en collaboration avec ses partenaires gouvernementaux.

Les enjeux

Les enjeux en matière de condition féminine :

- outiller et supporter les répondantes du réseau gouvernemental de la condition féminine;
- poursuivre l'action en matière de condition féminine en réalisant la concertation et la mobilisation de tous les partenaires;
- intégrer les préoccupations des femmes aux nouveaux défis du Québec;
- soutenir les femmes du Québec dans la maîtrise de leurs conditions de vie sociale, personnelle et professionnelle et qu'elles puissent de ce fait jouer pleinement le rôle qui leur revient dans toutes les sphères d'activités, et ce, tant au niveau social que politique;
- promouvoir l'équité.

Les orientations stratégiques

Les orientations stratégiques du Secrétariat à la condition féminine;

- assurer l'application de la politique en matière de condition féminine et en surveiller les engagements gouvernementaux;
 - . l'autonomie économique des femmes;
 - . le respect de l'intégrité physique et psychologique des femmes;
 - . l'élimination de la violence de l'apport collectif des femmes.
- s'assurer d'inclure les intérêts, les besoins et les droits des femmes dans les lois, politiques et programmes relevant des ministères et organismes gouvernementaux;
- favoriser la participation des femmes aux instances décisionnelles régionales et locales;
- promouvoir la condition des femmes dans tous les milieux notamment par la lutte à la pauvreté pour la sécurité économique des femmes (ex. : pensions alimentaires) et pour l'équité salariale ainsi que l'équité en emploi.

Les produits et services

Pour réaliser son mandat, le Secrétariat compte sur des effectifs de 24 personnes. Il produit des avis et recommandations à la Ministre et, sur demande, au Comité des priorités sur les projets de lois, politiques et programmes ainsi que des études et analyses. Il coordonne un réseau de répondantes ministérielles et dirige ou participe à des comités interministériels sur des problématiques ayant un impact sur les femmes. D'autre part, il publie des outils d'information (À la Une, Factuelle, Info-Réseau).

Les effectifs

1ER AVRIL 1995							
Structure budgétaire	RÉGULIERS						Total ETC
	Hors Cadres	Cadres	Cadres intermédiaires	Professionnels	Autres	Total réguliers	
04- PROMOTION DES DROITS DES FEMMES							
02- Secrétariat à la condition féminine	1	1	--	14	8	24	24

1994-1995							
Structure budgétaire	RÉGULIERS						Total ETC
	Hors Cadres	Cadres	Cadres intermédiaires	Professionnels	Autres	Total réguliers	
04 - PROMOTION DES DROITS DES FEMMES							
02- Secrétariat à la condition féminine	1	2	--	14	8	25	25

Tableau comparatif des crédits 1995-1996 des dépenses probables 1994-1995 par supercatégorie de dépenses et crédits comparatifs 1994-1995

Supercatégories	Crédits 1995-1996	Dépenses probables 1994-1995	Variation	Crédits* comparatifs 1994-1995
Rémunération	1127,5	1252,8	(125,3)	1278,2
Fonctionnement	233,6	283,6	(50,0)	383,6
Capital	--	--	--	7,3
Transfert	40,0	90,0	(50,0)	90,0
Prêts, placements et avances	--	--	--	--
Total	1401,1	1626,4	(225,3)	1759,1

Effectif	1995-1996	1994-1995	Variation	ETC 1994-1995
Effectif total autorisé	24	25	1	25

Explications des variations budgétaires

La variation de -225,3 K \$ entre les crédits 1995-1996 et les dépenses probables 1994-1995 s'explique par les facteurs suivants :

	<u>K \$</u>
<u>Supercatégorie «Rémunération» : -125,3 K \$</u>	
- Rationalisation	<u>(125,3)</u>
	<u>(125,3)</u>
 <u>Supercatégorie «Fonctionnement» : -50,0 K \$</u>	
- Rationalisation	<u>(50,0)</u>
	<u>(50,0)</u>
 <u>Supercatégorie «Transfert» : -50,0 K \$</u>	
- Dépenses prévisibles moindre qu'en 1994-1995	<u>(50,0)</u>
	<u>(50,0)</u>

* Les crédits comparatifs 1994-1995 comprennent les crédits du cabinet de la ministre déléguée à la condition féminine, soit 50,0 \$ au fonctionnement et 90,0 \$ au transfert.

**SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

#	Table des matières	Page
1.	Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire.....	1
2.	Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles): - tirage; - coût; - distribution; - imprimeur; - copie des publications parues depuis le 12 septembre 1994.	3
3.	Liste des voyages hors-Québec depuis le 1er avril 1994:..... - endroit et dates du départ et du retour; - but du voyage; - personnes rencontrées; - coût; - nom des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre); - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés; - bilan et résultat des rencontres.	5
4.	Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels:..... - les sommes dépensées pour l'exercice financier 1994-1995 et les prévisions pour 1995-1996; - la ventilation des dépenses par type de média; - les noms des fournisseurs; - le but visé par chaque dépense.	8
5.	Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1994-1995 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent:..... - liste et coût; - copie des soumissions; - copie du questionnaire et du résultat.	9
6.	Liste des études commandées durant l'exercice financier 1994-1995 à la demande du ministère ou de l'organisme:..... - liste et coût; - copie des soumissions; - copie des études.	10
7.	Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1er avril 1994 au 31 mars 1995 en indiquant: - le nom du professionnel (le) ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût.	11
8.	Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1er avril 1994, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat:	14
9.	Le montant, pour l'année 1994-1995, de chacune des dépenses suivantes:..... - la photocopie - la télécopie (FAX), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement: A) au Québec B) à l'extérieur du Québec.	15

#	Table des matières	Page
10.	Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1994-1995 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations?.....	16
	- Quelle est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs ou corporations professionnelles (en indiquant le nom des clubs ou de la corporation professionnelle)?	
11.	Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour 1995-1996. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme	17
12.	À chacun des mois des deux derniers exercices budgétaires (1993-1994 et 1994-1995) pour chaque ministère et organisme:.....	19
	A) nombre de jours total de congé de maladie pris par le personnel;	
	B) nombre d'heures de travail supplémentaire total réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);	
	C) nombre de jours de vacances total pris par le personnel.	
13.	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 1989-1990:.....	21
	A) évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix);	
	B) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;	
	C) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;	
	D) nombre de postes par catégorie d'emploi;	
	E) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;	
	F) nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.	
14.	Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1994-1995 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles:.....	23
	- l'emplacement;	
	- la superficie du local loué;	
	- le coût de location au mètre carré;	
	- le coût total de ladite location;	
	- la durée et la copie du bail.	
15.	La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1994-1995 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant:.....	24
	- le nom de la firme;	

#	Table des matières	Page
	<ul style="list-style-type: none"> - le mandat et le résultat du contrat; - la durée du contrat; - le coût du contrat. 	
16.	La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1994-1995 en indiquant:	25
	A) la tarification pour chacun des droits et permis perçus;	
	B) le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés;	
	C) pour l'année 1995-1996, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.	
17.	A) liste du personnel du cabinet du ministre en 1994-1995 en indiquant pour chaque individu:.....	26
	<ul style="list-style-type: none"> - la date de l'entrée en fonction; - la date du départ, s'il y a lieu; - le titre de la fonction; - l'adresse du port d'attache; - la classification; - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; - la liste du personnel politique qui fait partie de la fonction publique. 	
	B) le montant total des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1994-1995;	
	C) le nombre total d'employés au cabinet.	
18.	A) liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1994-1995 en indiquant pour chaque individu:	27
	<ul style="list-style-type: none"> - la date de l'entrée en fonction; - la date du départ, s'il y a lieu; - le titre de la fonction; - l'adresse du port d'attache; - la classification; - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; - la liste du personnel politique qui fait partie de la fonction publique. 	
	B) le montant total des salaires et honoraires versés par la suite sous-ministérielle pour l'exercice 1994-1995;	
	C) le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.	
19.	Liste des subventions données en 1994-1995 à même le budget discrétionnaire du ministre en indiquant:	29
	<ul style="list-style-type: none"> - le nom de l'organisme ou de la personne concernée; - le coût; - le mandat et le résultat. 	
20.	Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 1994-1995	33
21.	La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1994-1995 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.....	34
22.	La liste des subventions versées à même le budget discrétionnaire du ministère pour l'année 1994-1995.....	35
23.	Bilan à jour des mesures contenues dans le plan stratégique du Grand Montréal relevant du ministère ou d'un organisme sous sa juridiction.....	36

#	Table des matières	Page
24.	Liste des membres du personnel permanent, occasionnel, temporaire ou contractuel qui ont siégé comme commissaire ou travaillé aux commissions régionales itinérantes sur la souveraineté: - nature du travail; - mode de rémunération; - durée de l'assignation; - dépenses encourues et leur nature.	37
25.	Liste du personnel libéré pour les négociations à venir dans la fonction publique:..... - la masse salariale prévue à cet effet; - le nombre de jours par employé prévu.	38
26.	La liste du personnel rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:..... - assignation initiale; - assignation actuelle; - salaire.	39
27.	La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres: - assignation initiale; - assignation actuelle; - salaire.	40
28.	Liste des cadres et hauts fonctionnaires (adm. d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied: - salaire; - date du changement; - primes de séparation; - assignation initiale; - assignation actuelle.	41

**DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : Question 1

Titre

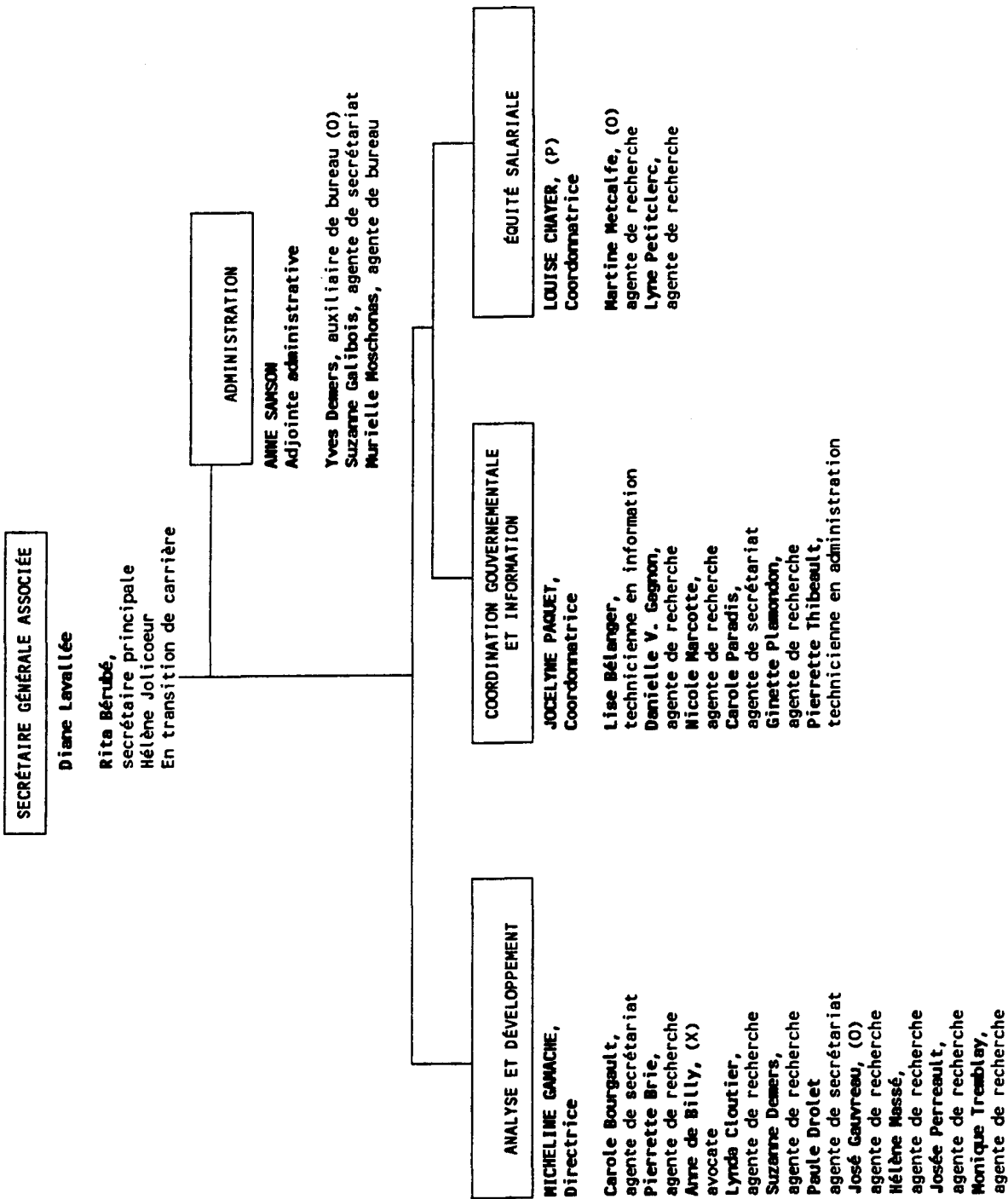
Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir document joint.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

ORGANIGRAMME DU SECRÉTARIAT A LA CONDITION FÉMININE



O - Personnel occasionnel
X - Effectif du ministère de la Justice
P - Prêt de service

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 2

Titre

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :

- tirage;
- coût;
- distribution;
- imprimeur;
- copie des publications parues depuis le 12 septembre 1994.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**À LA UNE**

Tirage : 10 000 exemplaires par numéro
Coût : 1 930 \$ par numéro
Distribution : Gratuite
Clientèle : Groupes de femmes (principalement)
Présidents et dirigeants d'organismes
Sous-ministres
Communication-Québec et Bureaux régionaux
Individus intéressés par la condition féminine
Imprimeur : Imprimerie Le Renouveau Inc.
Parution : Un numéro a été publié pour l'année financière 1994-1995, Vol 7, no 2, printemps 1994
Copie des publications parue depuis le 12 septembre 1994 : Aucune

FACTUELLE

Tirage : Entre 10 000 et 12 000 exemplaires par numéro
Coût moyen : 1 739 \$
Distribution : Gratuite
Clientèle : Groupes de femmes (principalement)
Présidents et dirigeants d'organismes
Sous-ministres
Communication-Québec et Bureaux régionaux
Individus intéressés par la condition féminine
Secteur privé : entreprises
Imprimeur : Imprimerie Le Renouveau
Parution : Deux numéros ont été publiés pour l'année financière 1994-1995 : Vol 1, no 3 et Vol 2, no 1.
Copie des publications parue depuis le 12 septembre 1994 :
Vol 1, no 3, décembre 1994 et
Vol 2, no 1, hiver 1995

IRMA-LEVASSEUR

Tirage : 8 300 exemplaires
Coût : 1 900 \$
Distribution : Assumée par le Conseil du développement du loisir scientifique auprès des écoles secondaires, collèges et universités.
Imprimeur : Imprimerie Vitray Inc.

.../2

Exposé et statistiques (s'il y a lieu) (suite)

ARTISANES DU SAVOIR

LES FEMMES DANS LE MONDE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT

Tirage :	1 000 exemplaires
Coût :	3 742,50 \$
Distribution :	Assumée par Les Publications du Québec au coût de 4,95 \$
Clientèle :	Les étudiants Les personnes intéressées aux questions de condition féminine (groupes, associations professionnelles, syndicats ou autres) Réseau gouvernemental et paragouvernemental
Imprimeur :	Non déterminé
Parution :	Printemps 1995

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 3

Titre**Liste des voyages hors-Québec depuis le 1er avril 1994**

- endroit et dates du départ et du retour;
- but du voyage;
- personnes rencontrées;
- coût;
- noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- bilan et résultat des rencontres.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir documents joints.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

QUESTION 3 : LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1er AVRIL 1994

Du 1er avril 1994 à août 1994

LIEU	DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOMS ET TITRES	BILAN ET RÉSULTAT DES RENCONTRES
Toronto	29 au 31 mai 1994	Symposium «La famille et l'économie : l'équation des années '90»		1 731,50 \$	Gamache, Micheline Dir. Analyse et développement Massé, Hélène Agent de recherche	Positif : diversité enrichissante de réflexion, d'échanges et d'information sur la conciliation travail-famille, orientation privilégiée de la politique en condition féminine.
Régina	7 au 9 juin 1994	Participation du Québec à la Conférence annuelle des ministres responsables de la condition féminine	Les ministres suivants : Penny Priddy, Rosemary Voadrey, Gary Mar, Joanne Croftford, Marion Boyd, Marcelle Mersereau, Eleonor Norrie, Jeannie Lea, Kay Young, Doug Phillips, Nellie Courmoyea, Sheila Finestone	5 050,03 \$	Bédard, Rita Sec. générale associée Larose, Diane Dir. adj. de cabinet Gagnon, Danielle Agent de recherche	
Toronto	9 juin 1994	Rencontre avec «Equity Employment Commission» de l'Ontario	Juanita Westmoreland-Traoré Commissaire à l'équité en matière d'emploi et son équipe	1 060,61 \$	Chayer, Louise Coordonnatrice Équité en emploi Metcalfe, Martine Agent de recherche en équité en emploi	L'Ontario fait part du processus d'adoption et d'implantation de la Loi sur l'équité en matière d'emploi sanctionnée le 14 décembre 1993.
Mauritanie	29 juin au 9 juillet 1994	Représenter le Québec à une réunion de concertation francophone, en vue de la Conférence mondiale des femmes (Beijing 1995), à Nouakchott (Mauritanie) convoquée par l'ACCT. Les frais de transport et d'hébergement sont payés par l'ACCT.		573,34 \$	Gamache, Micheline Dir. Analyse et développement	Établissement de thèmes prioritaires de préoccupation communs à l'espace francophone et de stratégies d'action concrètes. Développement de relations avec plusieurs pays francophones en matière de condition féminine : mise sur pied d'un réseau d'échanges d'information.

000006

QUESTION 3 : LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1er AVRIL 1994

De septembre 1994 à mars 1995

LIEU	DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOMS ET TITRES	BILAN ET RÉSULTAT DES RENCONTRES
Vienne (Autriche)	15 au 23 octobre 1994	Participation, au sein de la délégation canadienne, à la Rencontre régionale préparatoire des gouvernements d'Europe et d'Amérique du Nord en vue de la 4e Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes	Sheila Finestone Louise Bergeron de Villiers Valérie Raymond	3 461,87 \$	Massé, Hélène Directrice par intérim	Promotion de l'expérience et de l'expertise québécoise en matière de condition féminine et défense des intérêts du Québec en ce domaine.
Ottawa	14 novembre 1994	Réunion du Comité consultatif canadien du Symposium international de l'UNESCO «Femmes et médias : l'accès à l'expression et à la décision».		538,35 \$	Lavallée, Diane Sec. générale associée	Symposium en lien avec la Conférence de Beijing : exploration d'un thème peu exploité au Québec. Suites prévisibles : rencontres bilatérales avec certains pays sur des sujets de préoccupation réciproque.
Boston et Madison (USA)	20 au 22 novembre 94	Participation à la mission chargée d'aller examiner les principales composantes des systèmes de perception automatique des pensions alimentaires.	Jerry J. Fay, Deputy Commissioner Department of Revenue - Massachusetts Mary Southwick, Directrice Child Support Bureau - Madison Victoria Vidal-Ribas, Dir. Min. du Procureur général - Toronto Carolyn Lovely, Dir. Ser. aux tribunaux - Nouveau-Brunswick	429,95 \$	De Billy, Anne Avocate	La retenue à la source est l'outil de perception le plus efficace pour contrôler la stabilité et la régularité des paiements, lorsque les débiteurs sont salariés. Il n'existe pas de régime «panacée». Les régimes en place doivent être jumelés à d'autres mesures pour assurer une meilleure efficacité de perception.
Toronto et Frédéricton	1 et 2 décembre 1994	.		269,80 \$	De Billy, Anne Avocate	
Sénégal	14 au 28 novembre 94	Représenter le Québec à une réunion de concertation francophone en vue de la Conférence mondiale des femmes (Beijing 1995), à Dakar (Sénégal), 25-26 novembre, et à la Conférence régionale africaine (16 au 23 novembre).		1 910,09 \$	Gamache, Micheline Dir. Analyse et développement	Adoption de la résolution sur l'engagement de la francophonie pour les femmes et de principes communs. Mise en valeur de l'expertise québécoise en matière de condition féminine.
Ottawa	25 au 27 janvier 1995	Conférence fédérale-provinciale et territoriale des hauts fonctionnaires	Les sous-ministres suivantes : Suzanne Veit, Brigitte Neumann, Marie Riddle, Fay Martin, Faye Rafter, Luane Leamon, Theresa Harvey, Elda Ward, Mayann Francis, Bertha Norwegian, Frances McGinn, Louise Bergeron-De Villiers	1 602,66 \$	Lavallée, Diane Sec. générale associée De Billy, Anne Avocate Gauvreau, José Agente de recherche	Rencontre préparatoire à la Conférence annuelle des ministres à la Condition féminine qui se tiendra en mai prochain.
Toronto	2 et 3 mars 1995	Symposium international de l'UNESCO «Femmes et médias : l'accès à l'expression et à la décision»		1 730,27 \$	Lavallée, Diane Sec. générale associée Gauvreau, José Agente de recherche	Symposium en lien avec la Conférence de Beijing : Exploration d'un thème peu exploité au Québec. Suites prévisibles : rencontres bilatérales avec certains pays sur des sujets de préoccupation réciproque.
New York	15 mars au 4 avril 1995	Participation, au sein de la délégation canadienne, à la rencontre préparatoire à la conférence mondiale sur les femmes de Beijing (septembre 1995), du 15 mars au 4 avril 1995 à New York		10 063,00 \$	Gamache, Micheline Dir. Analyse et développement Gauvreau, José Agente de recherche	Promotion de l'expérience et de l'expertise québécoise en matière de condition féminine et défense des intérêts du Québec en ce domaine.

000007

de fiche : Question 4

Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 1994-1995 et les prévisions pour 1995-1996;
- la ventilation des dépenses par type de média;
- Les noms des fournisseurs;
- le but visé par chaque dépense.

1994-1995

00 \$

00 \$

Études des crédits 95-96 - Fiche

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996**DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : Question 5

Titre

Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1994-1995 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent.

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie du questionnaire et du résultat.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun sondage n'a été effectué durant l'exercice financier 1995-1996.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 6

Titre

Liste des études commandées durant l'exercice financier 1994-1995 à la demande du ministère ou de l'organisme :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie des études.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune étude n'a été commandée durant l'exercice financier 1994-1995.

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 7

Titre

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1er avril 1994 au 31 mars 1995 en indiquant :

- le nom du professionnel(le) ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir document joint.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

Question 7 - Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1er avril 1994 au 31 mars 1995

Du 1er avril 1994 à août 1994

NOMS	MANDAT	MONTANT
Caisse et Chartier	Services de rétroinformation électronique	4 469,98 \$
Communication Demo Inc.	Service de revue de presse quotidienne	1 785,75 \$
Couture, Tremblay	Mise à jour graphique jusqu'aux films finaux, du dépliant concernant la bourse d'études Irma-Levasseur	460,00 \$
Godbout, Lucie	Agir comme chargé de projet pour le groupe de travail «Féminisme et familles»	3 461,62 \$
Impressions Piché (Les)	Impression de 1000 pages couverture et de 1000 pochettes de la Politique en matière de condition féminine	1 793,00 \$
Imprimerie Le Renouveau Inc.	Impression de 10 000 exemplaires du bulletin À LA UNE et de 10 000 exemplaires du bulletin FACTUELLE	1 983,00 \$
Imprimerie Vitray Inc.	Impression du dépliant Irma-Levasseur	938,56 \$
Michaud, Monique	Services professionnels auprès du Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale et familiale pour élaborer un projet de politique gouvernementale concernant la violence conjugale et ses effets sur les enfants	2 500,00 \$
Montecinos, Elizabeth	Agir comme personne-ressource lors d'une réunion organisée par le Secrétariat à la condition féminine avec le réseau des répondantes en condition féminine	206,66 \$
Multiscript/La langagerie	Traduction du français à l'anglais du document «Apprentissage du pouvoir»	81,65 \$
Poirier, Michèle	Fournir assistance et conseil sur des méthodes d'évaluation en matière d'équité en emploi, notamment sur l'analyse de disponibilité	8 625,00 \$
Pro-Page Communications	Production, jusqu'aux films finaux, du bulletin FACTUELLE	545,00 \$
Revue Frontières	Participation financière à la production d'un numéro de la revue Frontières sur le thème «Le féminin et la mort». Cette somme servira à couvrir une partie des frais de traitement de textes, graphisme et impression	500,00 \$
Salon du livre de Québec	Organiser la logistique, de même que l'enregistrement visuel et sonore d'une table ronde formée de six personnalités québécoises et françaises, sur le thème «Féminisme et familles», le 18 avril 1994.	3 000,00 \$
Traduction Terrance Hughes Inc.	Traduction du français à l'anglais des sommaires de recherche portant sur la conciliation travail-famille	8 140,44 \$

De septembre 1994 à mars 1995

NOMS	MANDAT	MONTANT
Clichea, Marie-Thérèse	Conseiller le Secrétariat à la condition féminine sur un projet de loi sur l'équité salariale au Québec et des avis sur l'opportunité des mesures à prévoir dans ce projet de loi	24 990,00 \$
Clip Inc.	Service de revue de presse quotidienne	548,26 \$
Communication Demo Inc.	Service de revue de presse quotidienne	717,33 \$
Déom, Esther	Conseiller le Secrétariat à la condition féminine sur un projet de loi sur l'équité salariale au Québec et des avis sur l'opportunité des mesures à prévoir dans ce projet de loi	13 000,00 \$
Guay, Marie-Michèle	Agir comme animatrice-moderatrice lors de la rencontre des groupes de femmes et comités de femmes dans les syndicats avec la Ministre de la Sécurité du revenu et Ministre responsable de la Condition féminine	300,00 \$
Godbout, Lucie	Agir comme chargé de projet pour le groupe de travail «Féminisme et familles»	1 273,46 \$
Impressions Piché (Les)	Impression de cartes d'affaires pour le Secrétariat à la condition féminine et pour madame Diane Lavallée	234,00 \$
Imprimerie Le Renouveau Inc.	Impression de 10 000 exemplaires et 12 000 exemplaires du bulletin FACTUELLE	1 935,00 \$
Metcalfe, Martine	Procéder à des recherches documentaires concernant le champ d'application, les clientèles, les aspects de gestion des ressources humaines et la méthodologie à intégrer dans une approche légiférée en équité en emploi ou en équité salariale. Participer à un groupe de travail à ce sujet en vue de cerner les problèmes et proposer les solutions appropriées.	12 240,00 \$
Michaud, Monique	Réaliser les recherches et la rédaction de la brochure portant sur les femmes et l'éducation, dans la collection «Les Québécoises du XXe siècle», conformément au devis.	6 000,00 \$
Michaud, Monique	Fournir les services professionnels auprès du Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale et familiale afin d'élaborer un projet de politique gouvernementale concernant la violence conjugale et ses effets sur les enfants	2 500,00 \$
Pro-page Communications	Production jusqu'aux films finaux de deux bulletins FACTUELLE	1 040,00 \$
Salon du livre de Montréal	Organisation logistique d'une table ronde sur le thème «Féminisme et familles».	544,00 \$
Traduction Terrance Hughes Inc.	Traduction du français à l'anglais d'un texte intitulé : «Mission parlementaire sur les pensions alimentaires»	70,56 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996**DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : Question 8

Titre

Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1er avril 1994, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun contrat n'a fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial depuis le 1er avril 1994.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 9

Titre

Le montant, pour l'année 1994-95, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

	Du 94-04-01 au 94-09-01	Du 94-09-01 au 95-03-31
- La photocopie :	7 469,97 \$	1 384, 13 \$
- La télécopie (fax) :	Compte ministériel du Conseil exécutif;	
- Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas :	19 777,37 \$	21 719,61 \$
- Participation à des congrès, colloques et sessions de perfectionnement ou ressourcement :		
a) au Québec :	3 672,38 \$	4 674,43 \$
b) à l'extérieur du Québec :	1 731,50 \$	NIL

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 10

Titre

Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1994-95 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations?

- **Quelle est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs ou corporation professionnelle (en indiquant le nom des clubs ou de la corporation professionnelle)?**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune cotisation n'a été payée par l'employeur durant l'exercice financier 1994-1995.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 11

Titre

Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) Pour 1995-1996. Pour chaque catégorie indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir document joint.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

ÉTUDES DES CRÉDITS / 1995-96
MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

QUESTION: 11

PROGRAMME 03
DU 01.04.94

UNITÉ ADMINISTRATIVE: SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN										PERSONNEL FÉMININ										NOMBRE TOTAL	
	COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		HANDICAPÉS		AUTOCHTONES		TOTAL		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		HANDICAPÉS		AUTOCHTONES		TOTAL			
	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O
HORS-CADRES																					1	
CADRES																					2	
PROFESSIONNELS									1										13	3	14	3
FONCTIONNAIRES										1							1		8	1	8	2
OUVRIERS																						
GRAND TOTAL								1	1	1						1			24	4	25	5

000018

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 12

Titre

À chacun des mois des deux derniers exercices budgétaires (1993-1994 et 1994-1995) pour chaque ministère et organisme :

- a) nombre de jours total de congé de maladie pris par le personnel;**
- b) nombre d'heures de travail supplémentaires de totales réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);**
- c) nombre de jours de vacances total pris par le personnel.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir document joint.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996
STATISTIQUES SUR LES ABSENCES DU PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL
ASSUJETTI À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

ABSENCES	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL	COÛT (\$)
Vacances annuelles	6	5	19	198	99	23	3	3.5	2	24	27.5	12.5	422.5	
Heures supplémentaires compensées			3:30		22:30	14:00	10:30	3:30	10:00		7:00		71:00	1 684,12
Heures supplémentaires payées										64:30			64:30	1 580,49
Maladies	10.5	11.5	5.5	3.5	9	21.5	28	30	25	18	10	2.5	175	

31 mars 1995

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996**DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : Question 13

Titre

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1989-1990 :

- a) évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix);
- b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- d) nombre de postes par catégorie d'emploi;
- e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- f) nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir document joint.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

ÉTUDES DES CRÉDITS / 1995-96

JESTION: 13

PROGRAMME 03
01.04.94

UNITÉ ADMINISTRATIVE: SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS RÉGULIERS AUTORISÉS (A)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL COMPLEXITÉ DE LA TACHE (B)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA TACHE (C)	NOMBRE DE POSTES OCCUPÉS (D)	NOMBRES DE POSTES (F)	
					OCCASIONNELS	TEMPORAIRES
MORS CADRES	1			1		
CADRES SUPÉRIEURS	2			2		
CADRES INTERMÉDIAIRES						
PROFESSIONNELS	14	1		14	3	1
TECHNICIENS	1			2		
PERSONNEL DE BUREAU	7		1 OCCASIONNEL	6	2	1
OUVRIERS						
TOTAL	25	1	1 OCCASIONNEL	25	5	2*

* Les effectifs temporaires sont inclus dans le nombre de postes occupés (D)

000022

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 14

Titre

Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1994-95 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de la dite location;
- la durée et la copie du bail.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun contrat de location d'espace avec des firmes en 1994-1995.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 15

Titre

La liste des contrats, quelque soit le montant, attribués en 1994-95 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant :

- le nom de la firme;
- le mandat et le résultat du contrat;
- la durée du contrat;
- le coût du contrat.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun contrat attribué en 1994-1995 à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 16

Titre

La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1994-95 en indiquant :

- a) la tarification pour chacun des droits et permis perçus;**
- b) le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés;**
- c) pour l'année 1995-1996, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 17

Titre

- A) Liste du personnel du cabinet du ministre en 1994-1995 en indiquant pour chaque individu :**
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
 - la liste du personnel politique qui fait partie de la fonction publique.
- B) Le montant total des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1994-1995.**
- C) Le nombre total d'employés au cabinet.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse sera donnée par la Ministre de la Sécurité du revenu lors de la défense des crédits de ce ministère.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 18

Titre

- A) Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1994-1995 en indiquant pour chaque individu :**
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
 - la liste du personnel politique qui fait partie de la fonction publique.
- B) Le montant total des salaires et honoraires versés par la suite sous-ministérielle pour l'exercice 1994-1995.**
- C) Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.**

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir document joint.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

ÉTUDES DES CRÉDITS / 1995-96

SECTION: 18

PROGRAMME: 03
01.04.94

UNITÉ ADMINISTRATIVE: SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

NOMS	DATE ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	TITRE	PORT D'ATTACHE (ADRESSE)	CLASSIFICATION	TRAITEMENT \$
Bédard, Rita	91.09.23	94.08.02	Secrétaire générale associée	875, Grande Allée Est Québec	617.00	110 823,00
Lavallée, Diane	94.10.31		Secrétaire générale associée	875, Grande Allée Est Québec	618.00	85 500,00

) 73 905,63 \$

) 1

000028

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996**DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE****# de fiche: Question 19****Titre**

Liste des subventions données en 1994-1995 à même le budget discrétionnaire de la ministre en indiquant:

- le nom de l'organisme ou de la personne concernée;
- le coût;
- le mandat et le résultat.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir liste ci-jointe.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
CABINET DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE
SUBVENTIONS 1994-1995
AU 31 MARS 1995

Budget original	90 000,00
Gel de crédit	4 500,00
SOLDE	85 500,00

ORGANISMES	NUMERO ENGAGEMENT	DATE CHEQUE	MONTANT
Alliance des garderies	30-331475-02	94-04-22	2 000,00
Association canadienne des chefs de police	30-331475-02	94-04-22	500,00
Association des femmes d'affaire du Québec	30-331475-02	94-04-29	500,00
Association des haltes - garderies de la région de Montréal	30-331475-02	94-04-22	700,00
Association des services de garde en milieu scolaire du Québec	30-331475-02	94-04-29	7 000,00
Association d'économie familiale du Québec	30-331475-02	94-04-22	1 000,00
Association professionnelle des criminologues du Québec	30-331475-02	94-09-09	500,00
Association sclérose en plaque rive - sud inc.	30-331475-02	94-08-16	2 000,00
Carrefour action municipale et familles	30-331475-02	94-04-22	5 000,00
Centre des femmes de l'Estrie liée	30-331475-02	94-04-22	1 000,00
Centre d'épanouissement La nouvelle étape	30-331475-02	94-04-29	500,00
Centre d'hébergement L'entre-temps inc.	30-331475-02	94-07-11	500,00
Centre pour femmes immigrantes de Sherbrooke	30-331475-02	94-08-19	1 000,00
Cercle des fermières de Marieville	30-331475-02	94-08-02	300,00
Cercle des fermières du Québec (congrès d'orientation 94)	30-331475-02	94-04-22	2 000,00
Chambre de commerce sud-ouest de l'île de Montréal et ville de Lasalle	30-331475-02	94-06-13	2 500,00
Club optimiste Lebourneuf inc.	30-331475-02	94-07-28	500,00
Club optimiste St - Emesthe inc.	30-331475-02	94-08-09	500,00
Collectif des femmes immigrantes du Québec	30-331475-02	94-04-29	1 000,00
Comité de l'amitié internationale de la famille (AIF)	30-331475-02	94-06-29	500,00

ORGANISMES

Comité des fêtes de la famille
Comité d'implantation d'une maison pour jeunes
Comité exécutif de la Fédération 24, Cercle des fermières du Québec
Comité québécois de la semaine nationale de la famille
Comité régional des associations pour la déficience intellectuelle
Concerts - vie
Conseil de développement du loisir scientifique (prix Irma Lavoieur)
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail du Québec
École La farandole
École secondaire Henri - Julien
Enfants de Bethanie (Les)
Été jeunesse (O.T.J de Gaspé)
Fédération du Québec pour le planning des naissances
Festival des sports de l'Ande - à - à - Valteau
Fondation internationale d'archives calligraphiques
Fondation tendresse tendresse
Garderie Belle journée inc.
Garderie Bout'chou et Casse - cou
Garderie Citronnelle
Garderie Le sept inc.
Garderie Les enfants d'ici
Garderie L'abri - doux
Garderie " Les Maisons Enjouées "
Généralions (parents anonymes - parent traite - tel - jeunes)
Informel inc.
Institut Simone Beauvoir (Université Concordia)
Jeunesse Canada - monde
La traversée (Rive - Sud)
Leacan
Liaisons - enfance

000031

NUMERO ENGAGEMENT	DATE CHEQUE	MONTANT
30-331475-02	94-06-15	2 000,00
30-331475-02	94-09-09	500,00
30-331475-02	94-04-22	500,00
30-331475-02	94-05-10	5 000,00
30-331475-02	94-04-22	3 000,00
30-331475-02	94-07-05	500,00
30-331475-02	94-05-16	1 000,00
30-331475-02	94-08-24	500,00
30-331475-02	94-08-02	1 000,00
30-331475-02	94-05-18	900,00
30-331475-02	94-08-17	1 000,00
30-331475-02	94-09-09	1 000,00
30-331475-02	94-06-09	500,00
30-331475-02	94-08-02	500,00
30-331475-02	94-07-11	1 000,00
30-331475-02	94-08-03	1 000,00
30-331475-02	94-07-15	1 000,00
30-331475-02	94-09-02	1 000,00
30-331475-02	94-07-27	500,00
30-331475-02	94-07-27	500,00
30-331475-02	94-05-10	5 000,00
30-331475-02	94-07-20	500,00
30-331475-02	94-08-24	500,00
30-331475-02	94-08-16	500,00
30-331475-02	94-07-15	2 000,00
30-331475-02	94-05-12	500,00
30-331475-02	94-06-09	1 000,00
30-331475-02	94-08-24	1 000,00
30-331475-02	94-06-20	75,00
30-331475-02	94-08-02	500,00

ORGANISMES	NUMERO ENGAGEMENT	DATE CHEQUE	MONTANT
Ligue des femmes du Québec (La)	30-331475-02	94-09-09	500,00
Maison de Job	30-331475-02	94-07-27	1 000,00
Maison de la famille Beauce - Etchemin	30-331475-02	94-05-10	1 000,00
Maison de la famille (Accueil St - Esprit inc)	30-331475-02	94-07-27	500,00
Maison des amis de Chertsey	30-331475-02	94-07-15	500,00
Mothering Matters	30-331475-02	94-07-28	500,00
Mouvement contre le sexisme dans les médias (Le)	30-331475-02	94-09-02	500,00
Mouvement couple et famille de l'Ancienne - Lorette	30-331475-02	94-08-11	500,00
Parents - secours	30-331475-02	94-08-02	500,00
Parrainage St - André	30-331475-02	94-06-09	400,00
Petits chanteurs de la maîtrise de Québec	30-331475-02	94-07-07	500,00
Regroupement des centres de santé des femmes du Québec	30-331475-02	94-09-09	1 000,00
Regroupement provincial des maisons d'hébergement/transition pour femmes victimes de violence conjugale	30-331475-02	94-09-09	1 000,00
Regroupement québécois de Calas	30-331475-02	94-08-03	300,00
Sabrina Perri	30-331475-02	94-08-02	500,00
Scientifimes (Les)	30-331475-02	94-06-15	3 000,00
Secours collectif de Montréal	30-331475-02	94-08-02	1 000,00
Sylvie Dalpe, productrice	30-331475-02	94-08-09	500,00
Université du Québec (Télé - université)	30-331475-02	94-05-10	5 000,00
Violence info	30-331475-02	94-04-22	2 000,00
Total			84 675,00
Service des ressources financières			825,00
06-Avr-95			

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 20

Titre

Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 1994-1995.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

<u>Pr</u>	<u>E1</u>		<u>94-95</u>
03	02	Secrétariat à la condition féminine	125 400,00 \$

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 21

Titre

La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1994-1995 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 22

Titre

La liste des subventions versées à même le budget discrétionnaire du ministère pour l'année 1994-1995.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 23

Titre

Bilan à jour des mesures contenues dans le plan stratégique du grand Montréal relevant du ministère ou d'un organisme sous sa juridiction.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sera répondue par le Ministre responsable du Plan stratégique du Grand Montréal.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996**DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : Question 24

Titre

Liste des membres du personnel permanent, occasionnel, temporaire ou contractuel qui ont siégé comme commissaire ou travaillé aux commissions régionales itinérantes sur la souveraineté :

- nature du travail;
- mode de rémunération;
- durée de l'assignation;
- dépenses encourues et leur nature.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sera répondue par le Conseil exécutif.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996**DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : Question 25

Titre**Liste du personnel libéré pour les négociations à venir dans la fonction publique :**

- la masse salariale prévue à cet effet;
- le nombre de jour par employé prévu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**Sera répondue par le Conseil du trésor.****SOURCE : Secrétariat à la condition féminine**

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 26

Titre

La liste du personnel rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 27

Titre

La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Ne s'applique pas.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

DEMANDES GÉNÉRALES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 28

Titre

Liste des cadres et hauts fonctionnaires (adm. D'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied :

- salaire;
- date du changement;
- primes de séparation;
- assignation initiale;
- assignation actuelle.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

o Aucun cadre n'a démissionné, n'a été réaffecté, ou mis à pied.

o En ce qui concerne les administrateurs d'État, la réponse sera donnée par le Conseil exécutif.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

**SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE
ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

#	Table des matières	Page
1.	Liste des nominations de femmes pour des postes de cadres de professionnelles, de sous-ministre en titre et associée pour 1993-1994 et 1994-1995 et ce, pour tous les ministères et organismes. Inclure la date d'entrée en fonction et la durée du mandat.....	1
2.	Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi au 31 mars 1995.....	5
3.	Bilan, au 31 mars 1995, du programme d'obligation contractuelle: liste des entreprises se soumettant aux règles selon les différentes étapes de la démarche, en indiquant le nombre d'employés (hommes et femmes) pour chacune des entreprises.....	11
4.	Bilan, au 31 mars 1995, des activités réalisées à la suite de l'application du plan d'action prévu dans la politique de condition féminine.....	19
5.	Copie du plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor.....	45
6.	Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor.....	46

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996**DEMANDES PARTICULIÈRES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : Question 1

FICHE EXPLICATIVE**Titre**

Liste des nominations de femmes pour des postes de cadres de professionnelles, de sous-ministre en titre et associée pour 1993-1994 et 1994-1995 et ce pour tous les ministères et organismes. Inclure la date d'entrée en fonction et la durée du mandat.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir document joint.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

Question 1 - Liste des nominations de femmes assujetties à la Loi sur la fonction publique pour des postes de cadres et de professionnelles pour l'année financière 1994-1995

La catégorie des cadres, qui inclut les cadres supérieurs, juridiques et intermédiaires, n'a pas fait l'objet de recrutement de personnel féminin.

La catérogie d'emploi professionnel¹

Du 1er avril 1994 au 12 septembre 1994

MINISTÈRES	NOMS ET CORPS D'EMPLOI	MANDAT
Société d'assurance automobile du Québec	Madame Sylvie Delisle Médecin	94-09-06
	Madame Louise Dostie Médecin	94-09-06
	Madame Suzanne Longpré Spécialiste en sciences de l'éducation	94-08-15
Éducation		
Fonds de formation à distance	Madame Janine Gomel Spécialiste en sciences de l'éducation	94-07-01
	Madame Sylvie Lavoie Spécialiste en sciences de l'éducation	94-07-01

Du 12 septembre 1994 au 31 mars 1995

MINISTÈRES	NOMS ET CORPS D'EMPLOI	MANDAT
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Madame Isabelle Sourdif Agente de recherche et de planification	95-01-23
Ministère de la Sécurité publique	Madame Nathalie Vachon Attachée d'administration	95-01-16
Société d'assurance automobile du Québec	Madame Myriam D'Astous Attachée d'administration	94-09-12
	Madame Carole Tremblay Attachée d'administration	94-12-12
Éducation	Madame Carmen Lajoie Spécialiste en sciences de l'éducation	94-12-12

Source : Office des ressources humaines

1

Liste partielle : Les données ne sont pas nécessairement toutes compilées à ce moment-ci et cette liste ne prend pas en compte les nominations qu'auraient pu faire trois organismes dont les renseignements désirés ne sont pas intégrés au système automatisé de gestion des informations sur le personnel (SAGIP) de l'Office des ressources humaines, soit la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Commission des normes du travail et la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

Question 1 - Liste des nominations de femmes pour des postes de sous-ministre en titre et associée pour tous les ministères et organismes pour 1994-1995

Du 1er avril 1994 au 12 septembre 1994

MINISTÈRES	NOMS ET TITRES	MANDAT
Ministère de la Sécurité du revenu	Madame Diane Vincent Sous-ministre adjointe	94-05-09
Ministère du Conseil exécutif	Madame Micheline Gamache Sous-ministre adjointe par intérim (Secrétariat à la condition féminine)	Du 94-08-03 au 94-10-31
Curateur public	Madame Marjolaine Loïselle Curatrice publique par intérim	94-06-22
Société de la Place des Arts de Montréal	Madame France Fortin Directrice générale	Du 94-09-01 au 95-08-31
Société du Grand Théâtre de Québec	Madame Francine Grégoire Directrice générale	Du 94-09-01 au 96-08-31
Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole	Madame Rita Bédard Membre et présidente	Du 94-08-02 au 99-08-01
Bureau de révision de l'évaluation financière du Québec	Madame Francine Gazaille Membre et vice-présidente	Du 94-04-27 au 99-04-26
Commissaire à la déontologie policière	Madame Louise Marcotte Commissaire adjointe	Du 94-08-01 au 99-07-31
Commission des valeurs mobilières du Québec	Madame Jacynthe Hotte Membre et vice-présidente	Du 94-08-01 au 96-11-17
Conseil permanent de la jeunesse	Madame Julie Lévesque Membre et vice-présidente	Du 94-04-18 au 97-02-05
Bureau de révision d'évaluation foncière du Québec	Madame Véronique Pelletier Membre	Du 94-07-18 au 99-07-17
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles	Madame Santina Di Pasquale Commissaire	Du 94-08-28 au 99-08-27
	Madame Marie Lamarre Commissaire	Du 94-09-05 au 99-09-04
	Madame Louise Turcotte Commissaire	Du 94-09-05 au 99-09-04
Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole	Madame Louise Cobetto Membre	Du 94-08-01 au 99-07-31

Source : Secrétariat aux emplois supérieurs

Question 1 - Liste des nominations de femmes pour des postes de sous-ministre en titre et associée pour tous les ministères et organismes pour 1994-1995

Du 12 septembre 1994 au 13 mars 1995

MINISTÈRES	NOMS ET TITRES	MANDAT
Ministère de la Sécurité du revenu	Madame Nicole Malo Sous-ministre	94-09-28
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	Madame Hélène Alanie Sous-ministre adjointe	Du 94-12-05 au 97-12-04
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie	Madame Francine C. Boivin Sous-ministre associée (Tourisme)	94-09-28
Ministère de la Santé et des Services sociaux	Madame Cécile Cléroux Sous-ministre adjointe	95-02-06
Ministère du Conseil exécutif	Madame Diane Lavallée Secrétaire générale associée (Secrétariat à la condition féminine)	94-10-31
Ministère du Conseil exécutif	Madame Lise Poulin-Simon Secrétaire adjointe (Concertation)	Du 94-11-07 au 95-08-06
Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles	Madame Michelle Bussièrès Déléguée générale du Québec à Mexico	Du 94-12-01 au 97-11-30
Commission québécoise des libérations conditionnelles	Madame Renée Collette Membre et présidente	Du 95-02-02 au 98-02-01
Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre	Madame Diane Bellemare Membre et présidente	Du 94-11-23 au 99-11-22
Office des ressources humaines	Madame Jacqueline Bédard Vice-présidente	Du 95-01-04 au 2000-01-03
Régie du logement	Madame Claire-Hélène Hovington Révisseure et Vice-présidente	Du 94-10-03 au 99-10-02
Comité de déontologie policière	Madame Des-Neiges Leblanc Membre	Du 95-01-06 au 2000-01-05
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles	Madame Annie Leydet Commissaire	Du 94-09-25 au 99-09-24
	Madame Sylvie Moreau Commissaire	Du 95-01-08 au 2000-01-07
	Madame Pépita Giuseppina Capriolo Commissaire	Du 95-02-01 au 2000-01-31
Commission des affaires sociales	Madame Charlotte Roberge Membre	Du 94-10-15 au 99-10-14
	Madame Monique Gratton-Amyot Assesseure	95-01-01 au 99-12-31
Conseil des services essentiels	Madame Marie-Ange Alcindor-Coulanges Membre	Du 94-11-18 au 97-11-17
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Madame Claudette Journault Membre	Du 95-03-13 au 2000-03-12

Source : Secrétariat aux emplois supérieurs

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996**DEMANDES PARTICULIÈRES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : Question 2

FICHE EXPLICATIVE**Titre**

Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi au 31 mars 1995.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir documents joints.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

LISTE DES ORGANISATIONS ENGAGÉES DANS LA MISE SUR PIED DE PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ⁽¹⁾

COMMISSIONS SCOLAIRES

- o Commission des Écoles catholiques de Québec
- o Commission scolaire Baldwin-Cartier
- o Commission scolaire Eastern Québec
- o Commission scolaire La Neigette
- o Commission scolaire Beauport
- o Commission scolaire Chutes-de-la-Chaudière
- o Commission scolaire Victoriaville
- o Commission scolaire St-Hyacinthe Val des Monts
- o Commission scolaire Lakeshore
- o Commission scolaire Milles-Iles
- o Commission scolaire Outaouais-Hull
- o Commission des Écoles catholiques de Montréal
- o Commission scolaire Lac Témiscamingue
- o Commission scolaire du Long-Sault
- o Commission scolaire du Sault-Saint-Louis
- o Commission scolaire de Rouyn-Noranda
- o Commission scolaire Châteauguay
- o Commission scolaire Chutes Montmorency
- o Commission scolaire Des Chênes

COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

- o Cégep Édouard-Montpetit
- o Collège Marie-Victorin
- o Université du Québec à Montréal
- o Université Laval
- o Université de Montréal
- o Collège Montmorency
- o Télé-Université
- o Université Concordia
- o Cégep La Pocatière
- o Cégep de la Beauce
- o Cégep Bois-de-Boulogne
- o Cégep de Champlain
- o Cégep de Drummondville
- o Cégep F.X. Garneau
- o Collège John Abbott
- o Cégep Baie-Comeau
- o Cégep Lionel-Groulx
- o Collège Vanier
- o Collège Ahuntsic
- o Collège de Joliette-de-Lanaudière
- o Collège de Sherbrooke
- o Collège de Jonquière
- o Université de Sherbrooke
- o Université McGill
- o Cégep de l'Outaouais
- o Cégep de Saint-Félicien
- o Cégep de Sainte-Foy
- o Cégep de Saint-Jean-sur-Richelieu
- o Collège de Chicoutimi
- o Collège Maisonneuve

(1) Le Secrétariat à la condition féminine collige les informations que lui transmettent les ministères de l'Éducation, de la Santé et des Services sociaux et des Affaires municipales quant aux organisations engagées dans la mise sur pied d'un PAE sur une base volontaire. Ces informations peuvent être incomplètes dans la mesure où un organisme n'est pas tenu d'informer l'un ou l'autre ministère de son engagement.

RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

- o Hôpital Sainte-Justine de Montréal
- o Centre hospitalier de l'Université Laval de Québec

MILIEU MUNICIPAL

- | | |
|--|---|
| o Ville d'Alma | o Ville de Mont-Laurier |
| o Ville d'Aylmer | o Ville de Montréal |
| o Ville de Boucherville | o Ville de Québec |
| o Société de transport de la Communauté urbaine de Québec (S.T.C.U.Q.) | o Ville de Rimouski |
| o Communauté urbaine de Montréal (C.U.M.) | o Ville de Sherbrooke |
| o Ville de Laval | o Ville de Trois-Rivières |
| o Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (S.T.C.U.M.) | o Ville de Baie-Comeau |
| o Ville de La Salle | o Ville Saint-Laurent |
| | o Service de police de la communauté urbaine de Montréal (S.P.C.U.M.) |
| | o Ville de Boisbriand |

ENTREPRISES PRIVÉES⁽²⁾

- | | |
|---|---|
| o Canadair Ltée | o SNC - Lavalin |
| o Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec | o Schering Canada Ltée |
| o Culinar Inc. | o Domtar |
| o Dominion Textile Inc. | o Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (F.T.Q.) |
| o Fiducie Desjardins | o Provigo Distribution Inc. |
| o Industrielle Services Techniques (I.S.T.) | o Québécor Inc. |
| o Les Papiers Perkins Ltée | o Sico |
| o Gaz Métropolitain Inc. | o Ultramar Canada Inc. |

(2) Il s'agit des 16 entreprises privées qui ont accepté d'implanter un PAE, de 1987 à 1990, dans le cadre des projets pilotes subventionnés par le Secrétariat à la condition féminine. D'autres entreprises ont pu implanter un PAE non subventionné, sur une base volontaire. En vertu de la Charte des droits et libertés de la personne (a.93), la Commission des droits de la personne ne divulgue pas l'identité de ces entreprises, à moins d'obtenir leur consentement.

LISTE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ASSUJETTIS AU PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE POUR LES FEMMES

1. Ministères

- o Affaires internationales, Immigration et Communautés culturelles
- o Affaires municipales
- o Agriculture, Pêcheries et Alimentation
- o Conseil du trésor
- o Conseil exécutif
- o Culture et Communications
- o Éducation
- o Emploi
- o Environnement et Faune
- o Finances
- o Industrie, Commerce, Science et Technologie
- o Justice
- o Ressources naturelles
- o Revenu
- o Santé et Services sociaux
- o Sécurité du revenu
- o Sécurité publique
- o Transports

2. Organismes dont le personnel est nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique

ASSEMBLÉE NATIONALE

- . Directeur général des élections
- . Vérificateur général
- . Commission de la représentation

MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION (ET MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES RÉGIONALES)

- . Commission de protection du territoire agricole du Québec
- . Régie des assurances agricoles du Québec
- . Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
- . Société de financement agricole
- . Tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole
- . Société de promotion des courses de chevaux

MINISTRE DE L'EMPLOI ET MINISTRE D'ÉTAT À LA CONCERTATION

- . Commission de la santé et de la sécurité du travail
- . Commission des normes du travail
- . Régie du bâtiment
- . Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre

MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE

- . Conseil de la science et de la technologie
- . Société de développement industriel du Québec

MINISTRE DE L'ÉDUCATION

- . Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
- . Conseil supérieur de l'éducation
- . Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
- . Commission d'appel sur la langue d'enseignement

MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS ET MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

- . Bibliothèque nationale du Québec
- . Commission des biens culturels du Québec
- . Régie des télécommunications
- . Régie du cinéma
- . Commission de toponymie
- . Conseil de la langue française
- . Office de la langue française

MINISTRE DE LA JUSTICE ET MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DES LOIS PROFESSIONNELLES

- . Commission d'accès à l'information
- . Commission d'appel en matière de lésions professionnelles
- . Commission de protection des droits de la jeunesse
- . Conseil de la Magistrature
- . Curateur public
- . Office de la protection du consommateur
- . Tribunal du travail
- . Tribunal des droits de la personne
- . Tribunal des professions
- . Fonds des registres
- . Fonds d'aide aux recours collectifs
- . Office des professions

MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

- . Conseil de la santé et du bien-être
- . Office des personnes handicapées du Québec
- . Régie de l'assurance-maladie du Québec
- . Conseil médical du Québec
- . Conseil consultatif de pharmacologie
- . Conseil des aînés
- . Corporation d'hébergement du Québec

MINISTRE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA CONDITION FÉMININE

- . Commission des affaires sociales
- . Régie des rentes du Québec
- . Conseil du statut de la femme

MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

- . Comité de déontologie policière
- . Commissaire à la déontologie policière
- . Commission québécoise des libérations conditionnelles
- . Coroner
- . Régie des alcools, des courses et des jeux
- . Sûreté du Québec (partie civile)

MINISTRE DES AFFAIRES INTERNATIONALES, DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA FRANCOPHONIE

- . Conseil des communautés culturelles et de l'immigration
- . Bureau de révision en immigration

MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET MINISTRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA RÉFORME ÉLECTORALE

- . Commission municipale du Québec
- . Régie de la sécurité dans les sports
- . Régie du logement
- . Société d'habitation du Québec
- . Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec

MINISTRE DES FINANCES

- . Commission des valeurs mobilières du Québec
- . Inspecteur général des institutions financières
- . Bureau de la statistique du Québec
- . Régie de l'assurance-dépôts du Québec
- . Fonds du bureau de la statistique
- . Fonds du financement regroupé

MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES

- . Régie du gaz naturel
- . Bureau d'examineurs des mesureurs de bois

MINISTRE DES TRANSPORTS

- . Commission des transports du Québec
- . Société de l'assurance-automobile du Québec
- . Conseil de la recherche et du développement en transport

MINISTRE DÉLÉGUÉE À L'ADMINISTRATION ET À LA FONCTION PUBLIQUE, PRÉSIDENTE DU CONSEIL DU TRÉSOR ET MINISTRE RESPONSABLE DE LA FAMILLE

- . Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
- . Commission de la fonction publique
- . Office des ressources humaines
- . Office des services de garde à l'enfance
- . Conseil de la famille

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

- . Conseil permanent de la jeunesse
- . Conseil de l'Ordre national du Québec

MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE

- . Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
- . Commission de la qualité de l'environnement Kativik
- . Conseil de la conservation et de l'environnement

ÉTUDE DES CRÉDITS 1995-1996**DEMANDES PARTICULIÈRES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : Question 3

FICHE EXPLICATIVE**Titre**

Bilan, au 31 mars 1995, du programme d'obligation contractuelle : liste des entreprises se soumettant aux règles selon les différentes étapes de la démarche, en indiquant le nombre d'employés (hommes et femmes) pour chacune des entreprises.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir documents joints

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

**DONNÉES GÉNÉRALES SUR LES ENTREPRISES SOUMISES
AU PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE
AU 24/03/95**

Régions administratives	Nombre d'entreprises et d'employés		Phases		
	Nombre d'entreprises	Nombre d'employés	Diagnostic	Élaboration	Implantation
01	3	587 400	1 -	1 -	- 1
02	1	245	-	-	1
03	31	1826 10666 26522	4 1 1	- - 1	1 10 13
04	2	900 150	- -	- -	1 1
05	2	835	-	1	1
06	69	17669 28207 24528	2 9 5	7 2 4	- 31 9
08	2	2469	-	2	-
12	8	1384 1009	- -	1 1	5 1
15	3	105 532	- -	- -	1 2
16	15	950 7880 1300	- 1 -	2 5 -	1 5 1
TOTAL :	136	23606 51049 53509	24	27	85

TOTAL = 128164

**Sources : Direction des programmes d'accès à l'égalité
Commission des droits de la personne du Québec**

LISTE DÉTAILLÉE PAR RÉGION DES ENTREPRISES ADJUDICATAIRES
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES
EN DATE DU 24 MARS 1995

ENTREPRISE	ATTES	NO_EMP	ETAS_DGES
-----	-----	-----	-----
Ressources Campbell Inc. - Ressources Neston Inc.	A0249	272	I
Mines Agnico Eagle Limitée	A0252	315	D
		587	
		100	
Tourbières Premier Ltée (Les)	A0063	400	I
		400	
		100 787	
Nutrinar, coop. agro-alimentaire Saguenay Lac St-Jean	A0186	245	I
		245	
		245	
APG Industries Ltée	A0157	211	I
Donohue Matano Inc. (au Saguenay)	A0160	120	D
Consultants NPE (Les)	A0260	200	D
Daiskovz Inc.	A0271	1095	D
Groupe-conseil Génivar Inc.	A0275	200	D
		1826	
Entreprises Julien Inc. (Les)	A0052	140	I
Unisource Canada Inc.	A0094	600	I
Pitney Bowes du Canada Ltée	A0104	250	I
Xerox Canada Inc.	A0106	5200	I
Formulaires et Systèmes Moore Ltée	A0108	105	I
Digital Equipment du Canada Ltée	A0113	250	I
Distributeurs Innov. Info. (Computerland) (Les)	A0115	125	I
Tracto Inc.	A0126	107	I
Pétroles Irving Inc. (Les)	A0142	155	I
OK inc. Cie Canadienne d'équipement de bureau	A0173	1734	I
HCR Canada Ltée	A0099	2800	D
		10666	
DNR Québec Inc.	A0001	560	I

Sources: Direction des programmes d'accès à l'égalité
Commission des droits de la personne du Québec

LISTE DÉTAILLÉE PAR RÉGION DES ENTREPRISES ADJUDICATAIRES
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES
EN DATE DU 24 MARS 1995

ENTREPRISE	ATTEST	NB. EMP	STAT. DOSS
Ressources Informatiques Quatua Ltée (Les)	A0008	500	I
Groupe Admari inc.	A0032	405	I
Forche Ltée, Groupe conseil	A0036	416	I
SRL Systemhouse inc.	A0045	2500	I
Groupe L.G.S. Inc. (Le)	A0097	650	I
Société Cossette Communication Marketing (La)	A0125	174	I
Groupe Mallette (Le)	A0137	125	I
Mutuelle S.S.Q. - Services Santé du Québec (La)	A0164	550	I
E.B.A. Inc. Maintenance d'ordinateurs	A0179	166	I
Industrielle-Alliance cie d'assurances générales (L')	A0184	1200	I
Société Canadienne des Postes	A0191	14528	I
Donohue Inc.	A0202	1145	E
Caron Bélanger Krast & Young	A0228	3500	I
Roy, Bontasia et Associés Inc.	A0146	103	D
		26522	
		39014	
Société d'Aluminium Reynolds du Canada	A0078	900	I
		900	
Groupe E.B.A. Experts-conseils	A0132	150	I
		150	
		1050	
Compagnie de Chaussures H.B. Brown (Canada) Ltée (La)	A0123	510	I
Imprimeries Quebecor inc. (Div. Imprimerie Montréal-Magog)	A0189	325	E
		835	
		835	
Proviso Distribution inc.	A0162	9070	E
Kruger Inc.	A0182	2565	E
Tye-Sil Corporation Ltée	A0208	700	E
Compagnie Marconi Canada	A0217	2109	E
Fonderie CSF (La)	A0329	225	E
Bois et placages généraux Ltée	A0242	175	E

Sources: Direction des programmes d'accès à l'égalité
Commission des droits de la personne du Québec

LISTE DÉTAILLÉE PAR RÉGION DES ENTREPRISES ADJUDICATAIRES
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES
EN DATE DU 24 MARS 1995

ENTREPRISE	ATTEND	WB_RMP	STAT_DOSSE
Ressources MSV Inc.	A0247	300	E
Johnson & Johnson Inc.	A0231	825	D
SNC Inc.	A0102	1700	D
		17669	
Compagnie J.B. Holland & Fils Ltée (La)	A0022	182	I
Ultramar Canada Inc.	A0048	813	I
Logider Inc.	A0058	131	I
I.B.M. Canada Ltée	A0064	2600	I
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée	A0068	373	I
Abitibi-Price Inc. (Div. Env. Innova)	A0083	185	I
Dentar Inc.	A0084	5500	I
Imprimeries Quebecor Inc. (Div. Imp. Quebecor Montréal)	A0088	350	I
Pétro Canada Inc.	A0101	1000	I
Multi-Markes Inc.	A0103	525	I
Kodak Canada Inc.	A0105	145	I
Groupe B.M.F. Inc.	A0112	125	I
Shell Canada Ltée	A0118	997	I
General Motors du Canada Ltée	A0121	4200	I
Bridgestone/Firestone Canada Inc.	A0124	967	I
Corporation produits Inter-Cité (Canada)/Lincoln Barrière	A0127	105	I
Centre du Canyon Signal Ford (1982) Inc.	A0129	108	I
Roy Marchand Inc.	A0134	233	I
Aliments Ault Limitée (Les)	A0136	350	I
Société Canadienne de Sel Ltée	A0138	176	I
Idéal Métal Inc.	A0139	150	I
R & M Métaltek Inc.	A0153	350	I
Groupe Pétrolier Oleo Inc.	A0167	310	I
Hewlett-Packard (Canada) Ltée	A0174	228	I
Philips Electronique Ltée	A0176	1300	I
Motorola Canada Limitée	A0146	100	I
Epiciers Unis Métro-Richelieu Inc. Div. Econogros Montréal	A0117	160	I
3M Canada Inc.	A0204	124	I
Samuel & Fils & Cie (Québec) Ltée	A0224	170	E
Crain-Drummond Inc.	A0049	323	I
Tenex Bata Corporation	A0200	229	I
Doublotex	A0235	332	I
Goodfellow Inc.	A0033	373	E

Sources: Direction des programmes d'accès à l'égalité
Commission des droits de la personne du Québec

LISTE DÉTAILLÉE PAR SECTOR DES ENTREPRISES ADJUDICATAIRES
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES
EN DATE DU 24 MARS 1995

ENTREPRISE	ATTTEST	NO_EMP	STAT_DOSS
-----	-----	-----	-----
Groupe Devesco Ltée - Cie de pavage asphalte Beaver	A0253	100	D
Équipement fédéral Québec Limitée	A0255	130	D
Hudon et Desautels Ltée - Division Novagro	A0263	102	D
Supérieur Propane Inc.	A0264	250	D
Textron Canada Ltée - Division Bell Helicopter Textron	A0265	1183	D
Goodyear Canada Inc.	A0213	2500	D
Société canadienne de pneus Michelin Ltée	A0268	283	D
Westburne Québec Inc. - Division Nedco	A0082	320	D
J.B. Charrois (1975) Ltée	A0272	125	D
		28207	
Groupe C.G.I.	A0002	750	I
Systematix Consultants Montréal Inc.	A0004	150	I
Samson, Bélair/Deloitte & Touche	A0080	300	E
Groupe IST Inc.	A0087	672	I
CIMA - Société d'ingénierie	A0131	200	I
Société d'Experts-conseils Pellenon Inc. (La)	A0133	240	I
Stone-Consolidated Inc.	A0187	6000	D
Groupe Cartier Ltée (La)	A0190	159	I
Price Waterhouse	A0003	354	I
Sécurité Protection D.U.B. inc.	A0205	125	I
Sécurité et Investigation Cartier Ltée	A0218	200	I
Avenor Inc.	A0219	11000	E
Montenay service d'ascenseurs M.S.A. Inc.	A0220	147	E
Tecsuit Inc. - Poulin Thériault/Groupe Dryade	A0062	375	D
Courrier Purolator Ltée	A0256	2160	D
Dessau Inc.	A0111	335	D
Agences de collection financières (Québec) Ltée	A0261	1257	D
Pagau Morel et Associés Inc.	A0266	104	E
		24528	
		70404	
Yendec Inc.	A0180	850	E
Cambior Inc.	A0254	1618	E
		2469	
		2469	

Sources: Direction des programmes d'accès à l'égalité
Commission des droits de la personne du Québec

LISTE DÉTAILLÉE PAR RÉGION DES ENTREPRISES ADJUDICATAIRES
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES
EN DATE DU 24 MARS 1995

ENTREPRISE	ATTES	NO. EMP	STAT. COSS
-----	-----	-----	-----
Imprimerie Interglobe Inc.	A0085	120	I
Chemise Perfection (1978) Inc. (La)	A0120	375	I
Lainages Victor Ltée	A0155	170	I
Plastiques Gagnon Inc.	A0018	100	I
Montel Inc.	A0212	169	I
IPL Inc.	A0089	450	R
		1384	
Assurance-vie Desjardins	A0147	784	I
Maintenance Eureka Ltée	AC210	225	R
		1009	
		2393	
Dowty Canada Ltée Div. Dowty Aérospatiale Montréal	A0161	105	I
		105	
Lumen Inc.	A0055	330	I
Industries Wajax Limitée (Les)	A0158	202	I
		532	
		637	
Hyundai Auto Canada Inc. (ex Hyundai)	A0122	760	R
Montupet Ltée	A0185	60	I
Lafarge Canada Inc. - Usine de St-Constant	A0243	130	R
		950	
Matériel Industriel Ltée	A0050	180	I
Formules d'affaires Data Ltée	A0086	995	I
Agropur Coopérative Agro-alimentaire	A0135	2500	R
Natrel Inc.	A0168	1800	I
Transcontinental Graphique Inc.	A0178	478	I
Société de fabrication d'acier Jannock (La)	A0221	260	R
Lacasse Inc.	A0149	250	I
Cloyn & Finker Inc.	A0092	650	R

Sources: Direction des programmes d'accès à l'égalité
Commission des droits de la personne du Québec

LISTE DÉTAILLÉE PAR RÉGION DES ENTREPRISES ADJUDICATAIRES
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES
EN DATE DU 24 MARS 1995

ENTREPRISE	ATTEST	NO_EMP	ETAT_DOSS
Desmarais & Frère Ltée	A0211	300	E
Boulevard produits de bureau inc.	A0251	225	E
Imprimerie Interweb Inc.	A0227	242	D
		7880	
Bombardier Inc.	A0159	1300	I
		1300	
		10130	
TOTAL		128164	

Note 1 : Légende : ETAT DOSS

- D - Phase diagnostique (phase 1) - diagnostique
- E - Phase élaboration (phase 2) - plan d'action
- I - Phase implantation (phase 3) - rapport annuel (année 1, 2 ou 3)

Note 2 : Légende NE EMP

Le nombre d'employés mentionné est celui qui a été inscrit par l'entreprise sur son certificat d'engagement au programme. Les effectifs réels et actuels ont donc pu varier depuis la date de l'inscription de l'entreprise au fichier des entreprises adjudicatrices.

Note 3 : Il est impossible, à partir des informations dont nous disposons, d'identifier le nombre d'employés ventilé selon le sexe pour chaque entreprise.

Sources: Direction des programmes d'accès à l'égalité
Commission des droits de la personne du Québec

DEMANDES PARTICULIÈRES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 4

FICHE EXPLICATIVE

Titre

Bilan, au 31 mars 1995 des activités réalisées à la suite de l'application du plan d'action prévu dans la politique de condition féminine.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le suivi des engagements gouvernementaux pour la période 1993-1994 ci-joint présente, sous forme de synthèse, les engagements réalisés ou en voie de l'être. La période visée s'échelonne jusqu'en décembre 1994.

Le Secrétariat à la condition féminine amorcera auprès des ministères et organismes, dans la semaine du 3 avril 1995, la collecte nécessaire au suivi 1994-1995.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

UN AVENIR À PARACHUTER
La politique en matière de condition féminine

Les engagements gouvernementaux

1993-1996



Québec

000020

**Secrétariat à la condition féminine
Décembre 1994**

UN AVENIR À PARTAGER¹⁹⁹³

La politique en matière de condition féminine

**Les engagements
gouvernementaux
1993-1996**

SUIVI ANNUEL 1993-1994

000021

TABLE DES MATIÈRES

. INTRODUCTION	1
PARTIE I	
. Portrait global des engagements gouvernementaux en condition féminine	2
PARTIE II	
. Synthèse des réalisations par orientation	6
. L'autonomie économique des femmes	7
. Le respect de l'intégrité physique et psychologique des femmes	12
. L'élimination de la violence faite aux femmes	14
. La reconnaissance et la valorisation de l'apport collectif des femmes	17
. La mise en oeuvre de la politique en matière de condition féminine	19
. CONCLUSION	21
ANNEXE	
. Liste des ministères et des organismes gouvernementaux engagés	22

Introduction

La politique en matière de condition féminine, Un avenir à partager... a été élaborée dans une perspective de dix ans. Elle est complétée par *Les engagements gouvernementaux 1993-1996*, première étape de sa mise en oeuvre. Ceux-ci constituent l'apport de près de trente ministères et organismes en vue d'améliorer, par différentes mesures, la situation des femmes.

À titre de responsable du suivi des engagements gouvernementaux, le Secrétariat à la condition féminine présente une synthèse des principales mesures entreprises ou réalisées en 1993-1994, première année d'entrée en vigueur des engagements. Cette année a été marquée par des coupures budgétaires importantes au sein de la fonction publique et par un remaniement ministériel qui a touché près de dix ministères.

Le document, *Suivi des engagements 1993-1994*, qui reprend la structure des *Engagements gouvernementaux 1993-1996* présente, d'abord le portrait global des engagements et par la suite, les principales réalisations reliées aux quatre orientations de la politique.

PARTIE I - PORTRAIT GLOBAL DES ENGAGEMENTS
GOUVERNEMENTAUX EN CONDITION FÉMININE

I- PORTRAIT GLOBAL DES ENGAGEMENTS GOUVERNEMENTAUX EN CONDITION FÉMININE

Orientations	Nombre d'engagements	Thèmes	Nombre d'engagements pris	Nombre d'engagements		
				Réalisés	Entrepris	À entreprendre
1. L'autonomie économique des femmes	63	Éducation	20	2	15	3
		- pratiques éducatives	4	1	3	-
		- réussite scolaire	4	1	2	1
		- diversification professionnelle	8	-	6	2
		- formation des femmes adultes	4	-	4	-
		Travail	26	2	22	2
		- approche globale intégrée (équité en emploi)	18	2	15	1
		- spécificités de la main-d'oeuvre féminine	8	-	7	1
		Conciliation des responsabilités familiales et professionnelles	3	-	3	-
		Pauvreté	14	1	13	-
		- prise en compte des conditions de vie	12	1	11	-
		- rupture d'union	2	-	2	-

I- PORTRAIT GLOBAL DES ENGAGEMENTS GOUVERNEMENTAUX EN CONDITION FÉMININE

Orientations	Nombre d'engagements	Thèmes	Nombre d'engagements pris	Nombre d'engagements		
				Réalisés	Entrepris	À entreprendre
2. Le respect de l'intégrité physique et psychologique des femmes	15	. Adaptation des soins et des services de santé	10	-	9	1
		. Rapports égalitaires	1	-	1	-
		. Prévention - recherche	4	-	2	2
3. L'élimination de la violence faite aux femmes	24	. Prise de conscience collective	7	2	4	1
		. Compréhension des causes et des effets	6	1	4	1
		. Connaissance, adaptation, développement et concertation des services	11	-	10	1
4. La reconnaissance et la valorisation de l'apport collectif des femmes	28	. Enrichissement collectif	10	-	8	2
		. Promotion de valeurs égalitaires	6	-	5	1
		. Contribution des femmes dans toutes les sphères de la société	12	-	8	4

000026

I- PORTRAIT GLOBAL DES ENGAGEMENTS GOUVERNEMENTAUX EN CONDITION FÉMININE

Orientations	Nombre d'engagements	Thèmes	Nombre d'engagements pris	Nombre d'engagements		
				Réalisés	Entrepris	À entreprendre
Mise en oeuvre de la politique	5	• Consolidation du réseau gouvernemental des répondantes à la condition féminine	2	-	1	1
		• Suivi de la politique et des engagements	2	-	1	1
		• Développement du partenariat	1	-	1	-
Total	135	Total	135	8	107	20

PARTIE II - RÉALISATION DES ENGAGEMENTS
GOUVERNEMENTAUX EN MATIÈRE DE
CONDITION FÉMININE

Première orientation - L'autonomie économique des
femmes

Thème : Éducation

Parce que... les pratiques éducatives doivent proposer des modèles basés sur des rapports égalitaires

- . Le MEQ* a révisé certains programmes scolaires pour y intégrer les règles de désexisation des textes et pour mieux démontrer l'apport des femmes. Il a diffusé, auprès des maisons d'édition scolaire, le «Guide général» concernant les exigences de modèles à véhiculer dans le matériel didactique.

Parce que... la réussite scolaire, à tous les niveaux d'enseignement, est un préalable à l'intégration au marché du travail

- . Le MEQ a produit et diffusé un vidéo destiné aux mères adolescentes dans le but de les encourager à demeurer dans le système scolaire.

Parce que... la diversification professionnelle des filles et des femmes leur permettra d'acquérir les compétences nécessaires pour accéder à des emplois variés et plus particulièrement à ceux de l'avenir

- . Le MEQ a produit du matériel promotionnel à l'intention des étudiantes; il a également organisé le concours «les métiers d'avenir...vous connaissez?» complété par des bourses d'études; il a offert les programmes : Accès aux carrières technologiques, Transition-Travail et Préformation à la formation technologique destinés spécifiquement aux femmes.

Parce que... la formation des femmes adultes nécessite des services adaptés à leurs besoins

- . Le MAIICC a, par la mise en place de cours de français en milieu de travail (six projets-pilotes), par son programme d'aide à la francisation des immigrants (P.A.F.I.) et par des subventions à des organismes communautaires contribué à l'intégration des femmes immigrantes.

* Voir liste des abréviations en annexe.

- La SQDM a demandé aux Sociétés régionales d'identifier les types d'intervention qu'elles entendent privilégier pour répondre aux besoins particuliers de diverses clientèles, dont les femmes. L'analyse des besoins a été effectuée dans chacune des régions; des plans d'action ont été élaborés et sont en application depuis le 1^{er} avril 1994 dans la majorité des régions.

Thème : Travail

Parce que... une approche globale, intégrée et soucieuse des règles et des réalités organisationnelles facilitera un accès en emploi juste et équitable aux femmes

- En matière d'équité en emploi, le SCF a débuté les travaux préliminaires devant mener à l'élaboration d'un cadre législatif; le programme d'obligation contractuelle a été maintenu; le MSSS a élaboré une politique d'équité en emploi à l'intention de son personnel et de son réseau; le MAM, le MEQ, l'ORH ont poursuivi le support fourni à leur réseau en matière d'accès à l'égalité.
- En matière d'équité salariale, le ME a complété une étude sur l'équité salariale dans le cadre des enquêtes en rémunération; le SCT a réalisé une étude paritaire sur l'équité salariale pour les secteurs public et parapublic et le SCF a formé un comité de travail sur la rémunération globale.
- Le MAIICC a subventionné vingt-six organismes oeuvrant auprès des femmes immigrantes dans le cadre du programme de soutien à l'insertion en emploi (PSIE).

Parce que... une meilleure connaissance et une meilleure compréhension des spécificités de la main-d'oeuvre féminine permettront aux organisations de mettre en place des conditions de travail adaptées à cette réalité

- Le MAPAQ a réalisé une recherche en vue d'identifier les caractéristiques socio-économiques des agricultrices et de fournir des données sur les facteurs déclencheurs d'une relève féminine agricole.
- Le ME a préparé un mémoire proposant des modifications au règlement des congés de maternité et parentaux. Le règlement concernant les certificats délivrés à la travailleuse enceinte ou qui allaite a également été modifié.

- La CSST a produit et diffusé du matériel visuel et documentaire destiné à prévenir les lésions liées aux mouvements répétitifs chez les travailleuses des secteurs de la bonneterie et de l'habillement et à sensibiliser les travailleuses enceintes ou qui allaitent (éducatrices en garderie, enseignantes, couturières et coiffeuses) dans le cadre du programme «Pour une maternité sans danger».

Thème : Conciliation des responsabilités familiales et professionnelles

Parce que... à l'égard de la conciliation des responsabilités familiales et professionnelles, les parents, les organisations et la société ont une responsabilité commune.

- L'OSGE a autorisé le développement annuel de 6 320 nouvelles places, et ce, jusqu'en 1996.
- Le SCF a permis, en collaboration avec le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (Fonds FCAR) et trois organisations des secteurs privé et public, la réalisation et la diffusion de trois études portant sur les pratiques organisationnelles d'aide à la gestion, le travail et la vie familiale : une difficile articulation pour les mères en emploi et sur le rôle des municipalités à titre d'employeur et d'aménagiste. Il a également formé et coordonné un comité de travail avec la Chambre de commerce de Montréal.

Thème : Pauvreté

Parce que... face à la pauvreté les conditions de vie des femmes éprouvant des difficultés économiques doivent être prises en compte

- Le MFQ, a élaboré des mesures fiscales, annoncées dans le budget 1994, en vue d'améliorer la situation financière des familles à faible et moyen revenus.
- Le MSR a élaboré un Plan d'action à l'égard des familles monoparentales. Les lignes directrices sont l'amélioration du soutien financier, le soutien à la transition au travail et à la préservation de leur recours à la sécurité du revenu.

- . Le MSSS a financé divers organismes communautaires d'entraide oeuvrant auprès des milieux défavorisés.
- . L'OSGE a bonifié l'accessibilité financière aux services de garde en redressant l'échelle du programme d'exonération d'aide financière et en mettant en application la Politique d'intervention précoce en service de garde à l'intention des enfants issus de milieux défavorisés.
- . La SHQ a initié plusieurs recherches et enquêtes dans le domaine de l'habitation et de l'itinérance au féminin en plus de faire partie de la table de concertation «Femmes et logement» mise sur pied par le groupe Information Ressources Femmes et Logement.

Parce que ... face à la pauvreté une rupture d'union amplifie les difficultés économiques des femmes

- . Le MJQ a démarré la conception des systèmes informatiques nécessaires à l'implantation du nouveau système informatisé de recouvrement de pensions alimentaires. Il a posé les gestes législatifs, réglementaires et administratifs pour la mise sur pied d'un service gratuit de médiation familiale dans tous les districts judiciaires.

Deuxième orientation - Le respect de l'intégrité et
psychologique des femmes

Thème : Adaptation des soins et des services de santé

Parce que... la situation particulière des femmes nécessite une adaptation des soins et des services de santé

- En matière de périnatalité, le MSSS a mis en opération six des huit projets-pilotes prévus à la *Loi sur la pratique des sages-femmes*. Il a élaboré un plan d'action pour la mise en oeuvre de la politique de périnatalité. Il a subventionné des organismes communautaires oeuvrant notamment auprès des adolescentes enceintes et des jeunes mères en difficulté.
- En matière de toxicomanie, le MSSS a préparé une stratégie d'action visant la prévention et l'utilisation appropriées des médicaments chez les personnes âgées. Il a subventionné des organismes gérant des programmes spécifiques destinés aux femmes toxicomanes.
- Le MSP a octroyé des subventions dans le cadre du programme «Continuité famille» à la maison Tanguay et du projet «Centre-Femmes aux 3-A» (Accueil, Aide, Amitié) pour les femmes en détention.
- Le MAIICC a subventionné une quarantaine d'organismes dans le cadre du Programme d'accueil et d'établissement des immigrants (PAEI) en vue de faciliter l'accès et le recours aux services de santé.

Thème : Prévention - recherche

Parce que... la prévention et la recherche contribuent à l'amélioration de la santé et du bien-être

- Le MSSS a adopté un plan d'action en vue d'améliorer la qualité des services relatifs au cancer du sein et accordé par l'entremise du Fonds de développement technologique, une subvention de 8.9 millions pour la recherche dans ce domaine.
- Le MSSS a réalisé la troisième phase d'une campagne de sensibilisation sur les MTS. Il a accepté sept projets d'intervention sur la prévention du sida et des MTS auprès des femmes davantage à risque. Il a produit des outils d'information afin de rejoindre les clientèles concernées par les MTS et le sida.

Troisième orientation - L'élimination de la violence
faite aux femmes

Thème : Prise de conscience collective

Parce que... l'élimination de la violence faite aux femmes exige de la société une prise de conscience collective sur la nécessité d'adopter des comportements égalitaires entre les femmes et les hommes

- . Le MEQ a produit et diffusé deux documents et offert des sessions de perfectionnement au personnel scolaire afin de sensibiliser les jeunes à la violence dans les relations amoureuses.
- . Le MRQ a tenu, pour son personnel, une journée de sensibilisation sur la violence et le harcèlement sexuel.
- . Le MSSS a initié les travaux du Comité «Le Québec dit non à la violence» en vue de mettre sur pied une campagne d'information et de sensibilisation.
- . Le SAA, en collaboration avec l'Association des femmes autochtones du Québec, a mis sur pied deux projets pilotes en milieux autochtones pour prévenir toutes formes de violence faites aux femmes.

Thème : Compréhension des causes et des effets de la violence

Parce que... l'identification des manifestations de la violence faite aux femmes et une meilleure compréhension de ses causes et de ses effets sont déterminantes

- . Le MEQ a rédigé un recueil d'activités visant à promouvoir la non-violence ou l'acquisition de comportements pacifiques dans les écoles primaires.
- . Le MJQ coordonne l'élaboration d'une politique gouvernementale concernant la violence conjugale et ses effets sur les enfants via le Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale et familiale.

Thème : Connaissance, adaptation et concertation des services

Parce que... la connaissance des services existants, leur adaptation aux besoins des femmes victimes de violence et le développement d'interventions concertées sont essentiels

- . La *Loi sur l'aide et l'indemnisation des victimes d'actes criminels* a été adoptée et la CSST a publié et diffusé les outils d'information appropriés.
- . Le MSSS a consenti de nouveaux crédits aux Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) ainsi qu'aux maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale et sexuelle.
- . Le MSSS a élaboré, à l'intention du personnel oeuvrant en santé mentale et en périnatalité, des projets de formation dans le but de dépister les situations de violence conjugale et d'abus sexuels.

Quatrième orientation - La reconnaissance et la
valorisation de l'apport
collectif des femmes

Thème : Enrichissement collectif

Parce que... l'apport des femmes à la société contribue à l'enrichissement collectif

- . Le MAIICC a entrepris la révision de la grille de sélection des immigrants afin de tenir compte de l'apport socio-professionnel des conjointes et de leurs enfants.
- . Plusieurs ministères et organismes ont contribué à rendre visibles et à prendre en compte les femmes dans leurs diverses publications telles les études, recherches, bulletins, etc.

Thème : Promotion des valeurs égalitaires

Parce que... la reconnaissance de l'apport des femmes exige la promotion de valeurs égalitaires

- . Le SCF a produit en collaboration avec plusieurs ministères et organismes un *Guide d'implantation des communications gouvernementales non sexistes* lequel a été remis aux répondantes à la condition féminine.

Thème : Contribution des femmes dans toutes les sphères de la société

Parce que... la contribution des femmes doit être reconnue dans toutes les sphères de la société

- . Le MAM a développé des outils de promotion pour inciter les femmes à investir la scène politique municipale.
- . Le MAPAQ a diffusé de nombreux outils promotionnels et le Programme d'accès à la propriété pour les conjoints de 40 ans et plus afin de reconnaître les agricultrices comme des professionnelles du milieu agricole.
- . Le SCF a contribué financièrement à la production du répertoire «Accès 51» en vue de promouvoir l'expertise des femmes dans de nombreux domaines d'activités; il a de plus conçu et diffusé le bulletin «Factuelle» et entrepris le développement d'une banque de données statistiques en matière de condition féminine.

Mise en oeuvre de la politique en matière
de condition féminine

Thème : Consolidation du réseau des répondantes et répondants à la condition féminine

- . Le SCF a rencontré individuellement les répondantes et répondants à la condition féminine afin de procéder à une nouvelle stratégie de coordination et d'intervention.

Thème : Suivi de la politique et des engagements

- . Le SCF a diffusé le contenu de *La politique en matière de condition féminine*, tant à l'extérieur qu'au sein de la fonction publique.
- . Le SCF a procédé, avec les ministères et organismes engagés, à un premier suivi annuel (1993-1994) des engagements triennaux en matière de condition féminine (1993-1996).

CONCLUSION

Ce suivi annuel des engagements gouvernementaux nous suggère quelques constatations. D'une part, il est intéressant d'observer que :

- la majorité des engagements ont été réalisés ou entrepris soit 115 des 135 engagements (85 %);
- des efforts ont été consentis, de façon particulière, dans les orientations portant sur l'autonomie économique des femmes, le respect de l'intégrité physique et psychologique des femmes et sur l'élimination de la violence faite aux femmes pour lesquelles il était primordial d'agir.
- 20 engagements seulement sont à entreprendre.

Somme toute, un plan triennal bien amorcé mais dont la poursuite demeure toujours conditionnelle à l'affirmation de la volonté gouvernementale.

ANNEXE

Liste des ministères et des organismes gouvernementaux engagés

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ)
 Ministère de l'Éducation (MEQ)
 Ministère de l'Emploi (ME)
 Ministère de l'Environnement et de la Faune (MEF)
 Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie (MIST)
 Ministère de la Culture et des Communications (MCC)
 Ministère de la Justice (MJQ)
 Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)
 Ministère de la Sécurité du revenu (MSR)
 Ministère de la Sécurité publique (MSP)
 Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles (MAICC)
 Ministère des Affaires municipales (MAM)
 Ministère des Finances (MFQ)
 Ministère des Ressources naturelles (MRN)
 Ministère des Transports (MTQ)
 Ministère du Conseil exécutif (MCE)

Ministère du Revenu (MRQ)
 Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST)
 Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)
 Office des ressources humaines (ORH)
 Office des services de garde à l'enfance (OSGE)
 Secrétariat à la condition féminine (SCF)
 Secrétariat à la famille (SF)
 Secrétariat aux affaires autochtones (SAA)
 Secrétariat aux affaires régionales (SAR)
 Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)
 Société d'habitation du Québec (SHQ)
 Société québécoise de développement de la main-d'œuvre (SQDM)

**DEMANDES PARTICULIÈRES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : Question 5

FICHE EXPLICATIVE

Titre

Copie du plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Toutes les informations concernant le Plan stratégique du Secrétariat à la condition féminine se trouvent aux «Renseignements supplémentaires - Livre des crédits 1995-1996».

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

DEMANDES PARTICULIÈRES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : Question 6

FICHE EXPLICATIVE

Titre

Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1995-1996, présenté au Conseil du trésor.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Toutes les informations concernant le Plan stratégique du Secrétariat à la condition féminine se trouvent aux «Renseignements supplémentaires - Livre des crédits 1995-1996».

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine